

La Loire-Atlantique en Bretagne : 150 élus demandent un référendum

Dans une lettre adressée à Emmanuel Macron et publiée par le *JDD*, des élus insistent sur des «liens géographiques, historiques, économiques et humains.»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 1 heure



Le château des Ducs de Bretagne, à Nantes. *SEBASTIEN SALOM GOMIS/SIPA*

Cent cinquante élus de tous bords politiques demandent dimanche un référendum, comme le prévoit la loi, sur l'éventuel rattachement à la Région Bretagne de la Loire-Atlantique, qui appartient actuellement à la Région Pays de la Loire. Dans une lettre ouverte adressée au président Emmanuel Macron et publiée par le Journal du Dimanche (JDD), ces élus rappellent les «liens géographiques, historiques, économiques et

humains» qui unissent la Loire-Atlantique à la Bretagne, ainsi que les «très nombreux sondages (qui), depuis quarante ans, ont montré que les deux tiers environ des citoyens de Loire-Atlantique sont favorables au retour de leur territoire dans la Région Bretagne».

Ils rappellent également qu'«à l'automne 2018, une pétition demandant une consultation par référendum des électeurs de Loire-Atlantique sur cette question, a recueilli 105.000 signatures écrites et nominatives, soit plus de 10 % des électeurs inscrits». «Une loi organisant une telle consultation est autorisée par la Constitution dans son article 72-1, qui dispose dans son alinéa 3: La modification des limites des collectivités territoriales peut également donner lieu à la consultation des électeurs dans les conditions prévues par la loi», selon cette lettre.

«En conséquence, écrivent les élus, nous vous demandons fermement d'initier le processus législatif qui permettra dans un premier temps de consulter par référendum les électeurs de Loire-Atlantique sur leur souhait, ou non, de rejoindre la Région Bretagne». «Si le résultat de ce premier référendum s'avérait favorable à cette réunification», le processus de consultation se poursuivrait alors, comme prévu par la loi, avec les habitants des actuelles Régions Bretagne et Pays de la Loire, concluent ces élus.

Figurent notamment parmi les signataires, réunis à l'initiative de l'association «A la bretonne!», plusieurs députés et sénateurs des cinq départements de la «Bretagne historique» qui comprend la Loire-Atlantique, ainsi que de nombreux élus de ce dernier département.